



UNION LOCALE d'ARMENTIERES et environs

Compétitivité et « coût du travail »...

**Les intentions du gouvernement ne prédisent pas
de beaux jours aux salariés !!!**

Cher(e)s camarades,

Tout à l'inverse des salariés, le patronat a tout lieu d'être satisfait... Ses revendications sont entendues et il garde le champ libre pour continuer ses mauvais coups tout particulièrement sur l'emploi.

- Le gouvernement envisage très sérieusement une **baisse d'environ 40 milliards des cotisations sociales dites patronales...** qui seront transférées sur divers impôts.
- Les députés de la majorité présidentielle sont en passe de ratifier le **Traité budgétaire européen** qui va percuter de plein fouet les salariés, privés d'emploi, retraités tout en protégeant le capital (traité européen si cher au cœur de Sarkozy...).
- Des milliers de **suppressions d'emplois** sont aujourd'hui annoncées par des groupes qui engrangent des bénéfices énormes reversés en très grande partie aux actionnaires qui eux ne connaissent pas la crise... tandis qu'ils continueront à bénéficier des innombrables exonérations et niches fiscales. A ce jour, **le gouvernement n'a pris aucune mesure pour stopper ces licenciements et répondre à l'urgence de la situation.**

→ A l'ouverture des **négoiations sur la « Sécurisation de l'emploi »**, le Medef est soutenu dans ses revendications (dont l'accord « compétitivité-emploi » qui revient au galop...) par plusieurs organisations syndicales (dont la Cfdt). De quoi aborder sereinement, pour le patronat, ces négociations... s'il n'y avait la CGT qui portera et défendra ses exigences en faveur des salariés.

*Dans le même temps, le niveau de vie des Français, après avoir stagné en 2009, a connu en 2010 son plus fort recul (enquête Insee). **La situation sociale s'aggrave**, on compte près de 400 000 pauvres supplémentaires tous les ans, portant **le nombre de français pauvres à 10 millions.***

*Dans le même temps, le cap des **3 millions de chômeurs** vient d'être dépassé... en réalité, ce sont plus de 5 millions de personnes qui sont en sous-emploi toutes catégories confondues.*

***Dans le même temps, les actionnaires du CAC 40 gardent le sourire** : ils recevront, pour l'année 2012... 38,3 milliards d'euros de dividendes selon les dernières estimations, soit + 5 % par rapport à 2011. Quant à 2013, les résultats s'annoncent encore meilleurs selon les prévisions.*

Malgré cette réalité désastreuse pour les salariés, privés d'emploi, retraités, le gouvernement envisage néanmoins de baisser les cotisations sociales dites patronales d'environ 40 milliards... cette baisse serait financée par plusieurs impôts : CSG, TVA, fiscalité écologique... ce qui aura évidemment un impact sur le pouvoir d'achat des ménages.

Ces quelque 40 milliards représentent un « choc de compétitivité » près de trois fois supérieur à celui qu'avait proposé Sarkozy avec sa TVA sociale (13,6 milliards).

→ **Des allègements de cotisations qui viendront s'ajouter aux 175 milliards d'euros par an** de mesures fiscales et sociales dérogatoires appliquées aux entreprises sans évaluation sérieuse de leur efficacité.

Ce qui est mis en avant pour expliquer ce nouveau cadeau au patronat, c'est le « coût du travail » qui serait soi-disant trop élevé en France et qui pénaliserait l'emploi. **NON... ce n'est pas le coût du travail qui pose problème... mais bien le « coût du capital » qui détruit massivement les emplois, qui maintient les salaires au plus bas, qui aggrave dangereusement les conditions de travail !**

→ **Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros** pour les investissements productifs, créerait de l'emploi, permettrait de financer la protection sociale et de diminuer le déficit de l'Etat.

Les français attendent des décisions fortes en faveur de l'emploi

Résultat de l'enquête réalisée pour la CGT

Une enquête a été réalisée par l'Institut Harris Interactive du 20 au 26 septembre pour la CGT sur les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le chômage et sur les moyens d'améliorer la situation des salariés.

Il en ressort une large adhésion aux propositions que porte la CGT

dans les négociations engagées sur la sécurisation de l'emploi, et plus largement aux solutions de nature à dynamiser l'économie française et l'emploi dans cette période de crise.

Les propositions portant sur la nécessité d'investir davantage dans la recherche et la formation des salariés (95 % d'opinions favorables) et sur le besoin de conditionner les aides accordées aux entreprises à la création d'emplois (91 % d'opinions favorables) sont approuvées massivement.

De même, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des bénéfices, fortement combattue par le patronat, recueille 73 % d'opinions favorables.

A contrario, l'idée qu'il faut flexibiliser les contrats de travail comme le réclame le patronat est rejetée par 61 % des français.

Toutes les autres propositions portées par la CGT recueillent un soutien majoritaire.

81 % pour faire évoluer le financement de la protection sociale en mettant à contribution les revenus du capital, 79 % pour donner le droit aux comités d'entreprises de faire suspendre des licenciements afin de permettre l'examen de propositions alternatives, 64 % pour augmenter les cotisations sociales patronales pour les emplois précaires et 62 % pour moduler les cotisations sociales en fonction de leur politique en matière d'emploi et de salaires.

Au moment où le patronat exerce un chantage à l'emploi et aux délocalisations pour obtenir plus de flexibilité et un transfert massif de cotisations sociales au détriment des salariés, ce sondage apporte de précieux éléments de réflexion au président de la République et au gouvernement. Il confirme l'attente des salariés pour que les espoirs placés dans le nouvel exécutif se traduisent par des décisions qui sont désormais urgentes, en faveur de l'emploi et du développement industriel.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est pas de plus d'austérité et de rigueur qui ne font qu'aggraver le chômage et la misère... mais **d'une politique de l'emploi ambitieuse et d'une autre répartition des richesses créées...**

Portons à la connaissance des salariés et débattons avec eux des propositions de la CGT pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics....

Prenons appui sur la réussite de la journée d'action du 9 octobre pour construire et développer avec les salariés, sur les lieux de travail, les luttes indispensables pour gagner sur nos exigences.